

Le e-bulletin de la Plateforme des collectivités locales ACP est un bulletin électronique d'informations produit tous les trois mois par la Plateforme des collectivités locales ACP (ACPLGP - ACP Local Government Platform). L'éditeur de ce bulletin invite les lecteurs à faire des commentaires et fournir des informations sur la question des collectivités locales au niveau de leurs organisations, des autorités locales et de leur pays. Ce bulletin est également accessible via le site web de la Plateforme au <http://www.acplgp.net>.

Programme Autorités locales - Appel à propositions ouvert - Date limite : 01/02/2012

L'appel à propositions pour le programme 'Autorités locales dans le développement' est actuellement ouvert et est accessible au <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome> (aller à 'recherche avancée' ; dans programme : aller à 'acteurs non-étatiques et autorités locales' ; type : cliquer sur 'subventions' ; statut : cliquer sur 'ouverts' ; alors cliquer sur 'search'). Voyez EuropeAid/131143/C/ACT/Multi. Il y a deux lots mais les autorités locales et associations d'autorités locales (AL & AAL) ACP doivent se concentrer sur le Lot 1 'Soutien à des projets mis en œuvre par des autorités locales et associations d'autorités locales dans un ou plusieurs pays partenaires' correspondant à l'objectif 1 B du programme (intervention multi-pays).

Objectif global : soutenir des actions multi-pays proposées et mises en œuvre par des AL & AAL des pays de l'UE et des pays partenaires afin de : i) habiliter les AL et AAL dans la mise en place de politiques publiques en ligne avec les engagements internationaux de développement (Objectifs du Millénaire); et ii) promouvoir et soutenir un dialogue structuré et inclusif avec leurs communautés et dans les forums multiacteurs.

Objectif spécifique : renforcement des capacités des autorités locales dans les pays partenaires.

Priorités : Priorité sera donnée à :

- **renforcement des capacités institutionnelles**: consolidation de la structure interne et des modalités de fonctionnement des associations d'autorités locales basées sur l'adhésion, déjà existantes (unions, plateformes, réseaux) et dotées d'une représentativité au niveau régional, continental ou international.
- **coopération décentralisée**: encouragement de la coopération décentralisée dans les domaines relevant de la compétence des autorités locales et pour lesquelles celles-ci disposent d'un savoir-faire.

Règle de co-financement : le taux maximum de la subvention CE ne peut excéder 90% du coût total éligible pour les acteurs des pays en développement et 75% pour les acteurs de l'UE

Taille de la subvention : minimum 500.000 Euro et maximum 1.500.000 Euro

Durée de l'action : minimum 24 mois et maximum 60 mois

Budget indicatif : 6.470.677 seront alloués au Lot 1

Un document appelé 'Comment écrire un bon projet' est disponible sur le site www.acplgp.net

Appels à propositions de la CE encore ouverts/prévus

Divers appels à proposition de la CE ouverts/prévus concernant des programmes qui peuvent intéresser les collectivités locales ACP sont visibles sur <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>

- Programme 'Acteurs non étatiques et autorités locales'

Pays	Date limite	Budget* (EURO)	Référence
Somalie	10/01/2012	2.375.000	EuropeAid/131991/L/ACT/SO
Rép. Centrafricaine	26/01/2012	3.450.000	EuropeAid/132242/L/ACT/CF
Angola	Prévu	3.000.000	EuropeAid/132197/L/ACT/AO
Erythrée	Ouvert	250.000	EuropeAid/131033/L/ACT/ER
Sao Tome e Principe	29/02/2012	3.600.000	EuropeAid/132105/L/ACT/ST
Namibie	01/03/2012	2.250.000	EuropeAid/132056/L/ACT/NA
Tous pays	01/02/2012	16.240.520	EuropeAid/131143/C/ACT/Multi
Tchad	06/02/2012	1.425.000	EuropeAid/132124/L/ACT/TD
Guinée Bissau	28/02/2012	4.750.000	EuropeAid/132146/L/ACT/GW
Tous pays	01/02/2012	25.904.500	EuropeAid/131140/C/ACT/Multi

* Budget total pour les acteurs non étatiques et autorités locales.

- **IEDDH** : Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Mozambique	07/02/2012	300.000	EuropeAid/132262/L/ACT/MZ
Nigeria	02/03/2012	300.000	EuropeAid/131574/L/ACT/NG
Afrique du Sud	31/01/2012	890.000	EuropeAid/131543/L/ACT/ZA
Papouasie Nlle Guinée	Ouvert	288.000	EuropeAid/132161/L/ACT/PG
Angola	Prévu	600.000	EuropeAid/132222/L/ACT/AO
Liberia	28/02/2012	597.000	EuropeAid/132228/L/ACT/LR
Jamaïque	Ouvert	N.D.	EuropeAid/131840/L/ACT/JM
Swaziland	Ouvert	600.000	EuropeAid/131819/L/ACT/SZ
Burundi	Ouvert	400.000	EuropeAid/131770/M/ACT/BI

Jamaïque	Prévu	600.000	EuropeAid/128794/M/ACT/JM
Djibouti	Ouvert	300.000	EuropeAid/130188/L/ACT/DJ
Papouasie Nlle Guinée	Ouvert	295.000	EuropeAid/131030/L/ACT/PG

- Sécurité alimentaire

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Madagascar	06/03/2012	1.100.000	EuropeAid/132173/L/ACT/MG
Tous pays	prévu	20.000.000	EuropeAid/131792/C/ACT/Multi

- Divers domaines dans les pays ACP

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Somalie	10/01/2012	2.075.000	EuropeAid/132170/L/ACT/SO
Malawi	06/02/2012	3.000.000	EuropeAid/132284/M/ACT/MW
Belize	Ouvert	1.000.000	EuropeAid/132016/M/ACT/BZ
Kenya	31/01/2012	9.000.000	EuropeAid/132230/M/ACT/KE
Cameroun	Ouvert	1.000.000	EuropeAid/132195/L/ACT/CM
Tchad	08/03/2012	2.286.735	EuropeAid/132171/M/ACT/TD
Tous pays ACP	31/01/2012	14.000.000	EuropeAid/132128/C/ACT/Multi
Tanzanie	31/01/2012	9.500.000	EuropeAid/131346/L/ACT/TZ
Tchad	31/01/2012	2.286.735	EuropeAid/132032/M/ACT/TD
Tchad	20/02/2012	3.300.000	EuropeAid/132157/M/ACT/TD
Afrique du Sud	03/01/2012	1.000.000	EuropeAid/132200/L/ACT/ZA
Ouganda	23/01/2012	1.100.000	EuropeAid/132172/M/ACT/UG
Ethiopie	31/01/2012	600.000	EuropeAid/132022/M/ACT/ET
Guinée Conakry	Ouvert	613.000	EuropeAid/132043/M/ACT/GN
Vanuatu	Prévu	250.000	EuropeAid/127380/D/ACT/VU
Burundi	Prévu	N.D.	EuropeAid/127612/M/ACT/BI
Guinée Conakry	Ouvert	1.000.000	EuropeAid/128104/M/ACT/GN

Mise en ligne du Portail de la Coopération décentralisée pour le développement

Le portail de la Coopération décentralisée est dorénavant disponible sur <http://lra4dev.cor.europa.eu/portail> et vous êtes invités à vous y enregistrer afin de participer activement aux échanges, y déclarer vos activités et projets de coopération, et rechercher/proposer de nouveaux partenariats.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter LRA4DEV@cor.europa.eu.

Introduction. Le Portail de la coopération décentralisée pour le développement est une initiative commune du Comité des régions et de la Commission européenne. Il résulte des propositions et engagements visant à mieux prendre en compte les Autorités régionales et locales dans les politiques et coopérations au développement. Le Portail résulte également de la nécessité, non seulement pour les ARL mais également pour les autres acteurs, de disposer d'une meilleure information sur les coopérations des ARL et leurs besoins spécifiques en la matière. Le Portail est un instrument de travail interactif mis à la disposition de l'ensemble des collectivités territoriales de l'UE comme à celles des pays partenaires mais également à tous ceux intéressés par les questions relatives à la coopération décentralisée. Il s'enrichit de la participation et des contributions de chacun. Il est constitué de quatre parties principales : un Atlas, une Bibliothèque, une Bourse de projets et un Forum.

Atlas. S'appuyant sur les informations déclarées par les ARL, l'Atlas regroupe et classe les données relatives à la coopération décentralisée et en offre plusieurs représentations. Il propose ainsi une série de cartes interactives qui illustrent les principales tendances de la coopération décentralisée dans l'UE et dans les pays partenaires. Avec ses cartes, l'Atlas établit une présentation détaillée des coopérations décentralisées au développement menées par les collectivités territoriales de l'UE y compris leur distribution géographique et leur répartition sectorielle. Il permet de donner des informations sur qui fait quoi, où et quand. L'Atlas dispose aussi d'une interface permettant, à l'aide de critères de tri, une sélection d'informations dans la base de données.

Bibliothèque. En offrant la possibilité d'accroître la diffusion des informations, la bibliothèque en ligne vise deux objectifs principaux : i) faciliter l'inscription des initiatives des Autorités Régionales et Locales dans un cadre plus large ainsi qu'à mieux les associer à la définition et/ou à la réalisation de stratégies globales de coopération au développement ; et ii) accroître la diffusion des possibilités de financement de la coopération au développement. Afin de faciliter l'accès aux documents, la bibliothèque en ligne dispose d'un outil de recherche et de tri multicritères à partir duquel l'utilisateur peut sélectionner les documents les plus pertinents par rapport à ses besoins.

Forum. Le Portail est également un lieu de rencontre et d'échanges en ligne, ainsi que de préparation et de suivi de débats sur la coopération décentralisée. Le Forum de discussions permet de mettre en contact des personnes d'horizons différents afin qu'ils puissent échanger leurs informations et leurs expériences sur des thèmes ayant trait à la coopération au développement. Tous les utilisateurs enregistrés dans le portail peuvent non seulement participer activement aux discussions du Forum mais aussi proposer et ouvrir de nouveaux thèmes d'échanges. De plus, s'ils le souhaitent, ils peuvent également modérer et animer les thèmes de discussion.

Bourse. La Bourse est conçue pour faciliter les contacts entre ARL qui sont à la recherche de partenaires et souhaitent s'engager dans de nouvelles coopérations. Elle est ainsi un instrument permettant de faire se

rencontrer les besoins exprimés par les uns avec les propositions annoncées par les autres. Pour participer à ce processus, les ARL enregistrées doivent remplir un formulaire spécifique. La Bourse dispose d'un mécanisme de mise en correspondance automatique des propositions et demandes de coopération. De plus, elle peut identifier - à partir des informations de l'Atlas - les ARL accomplissant des coopérations dans un même pays, dans une même région, dans un même secteur ou avec un même partenaire. Une fois ces correspondances établies, les informations seront mises à disposition des ARL concernées.

Nouvelles de l'UE

Journées européennes du développement 2011. Les journées européennes du développement (JED) 2011, un des événements clés de l'UE dans la communauté internationale du développement, ont eu lieu à Varsovie le 15-16 décembre. Organisé par la Présidence polonaise et la Commission européenne, l'événement de cette année était concentré sur la Révolution arabe, en particulier sur les questions de démocratie et droits de l'homme. « Comme nous nous tournons vers le futur, la gouvernance, démocratie et droits de l'homme formeront une partie centrale de notre vision pour la politique de développement de l'UE à l'avenir » déclara le Commissaire au Développement, Andris Piebalgs, dans son discours d'ouverture. Les JED 2011 offraient une opportunité pour discuter du 'Programme pour le changement' de la Commission à travers lequel les pays les plus pauvres seront ciblés par les efforts de développement. Cette stratégie sera basée sur deux principaux piliers. « Le premier consiste à mieux focaliser la politique de développement de l'UE sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme ; le second, un effort concerté pour créer une croissance inclusive et durable dans les pays en développement », a dit Piebalgs, le promoteur numéro un de cette approche. Lancées en 2006, les Journées européennes de développement sont une opportunité pour des partenaires et acteurs clés de parler de rendre l'aide plus efficace et les pistes pour renforcer la coopération européenne au développement.

Budget de l'aide extérieure de l'UE après 2013 : un aperçu des instruments de la future coopération.

Le 7 décembre la Commission a adopté sa proposition pour le financement de l'aide extérieure de l'UE pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020. Alors que les Etats membres sont encore en train de discuter le futur plafond de l'ensemble du budget de l'UE et la façon d'accroître ses propres ressources, la Commission et le Service européen de l'action extérieure (SEAE) ont durement travaillé ces derniers mois pour rédiger les actes législatifs nécessaires pour mettre en œuvre les priorités de la future politique de l'UE, appelés instruments. Ces instruments sont établis pour toute la période du prochain CFP et entreront en force du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2020 (7 années au total). La proposition ambitieuse de la CE pour son futur développement et budget de l'action extérieure représente une percée dans le climat actuel d'austérité budgétaire et de questionnement sur le rapport coût/avantages et l'efficacité de l'aide au développement. La CE propose en effet d'augmenter de 25% la rubrique 'Global Europe' du budget alors que de nombreux états membres contestent vivement l'augmentation de 5% demandée par la CE pour l'ensemble du budget (total de 1.083 milliards d'euros ou 1,11% du RNB européen). Trois facteurs doivent toutefois faciliter l'acceptation des états membres : 1) la rubrique 'Global Europe' représente seulement 6,8% du budget total, 2) les nouvelles orientations des actions extérieures de l'UE sont en ligne avec les approches des états membres et appuient les intérêts de l'UE et la stratégie UE 2020 et 3) augmenter la part de l'aide publique au développement (APD) dans le budget de l'UE aidera les états membres à respecter leurs propres engagements d'APD sans devoir déboursier davantage. Mais une question difficile reste : où trouver l'argent dans un budget global limité et contesté ?

La 'boîte à outils' complète de l'aide extérieure de l'UE contient 14 différents 'instruments' parmi lesquels le Fonds européen de développement (FED) et l'Instrument de coopération au développement (DCI) qui intéressent les collectivités locales ACP ainsi qu'un Fonds de garantie et une Réserve d'urgence. En fin juin, la CE a proposé un budget total d'environ 100 milliards d'euros (en prix constants) pour l'entière boîte à outils du futur CFP. A l'exception du FED et de la Réserve d'urgence qui seront maintenus en dehors du budget, tous les autres outils financiers seront inclus dans la rubrique 4 du budget de l'UE appelée 'Global Europe' (70 milliards d'euros en prix constants).

Le Fonds européen de développement

La décision de maintenir le FED - l'arme financière de l'Accord de Cotonou entre l'UE et 78 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique - en dehors du budget a été prise pour deux raisons pragmatiques : c'est le dernier FED sous l'Accord de Cotonou actuel, ensuite il est probable qu'aucun consensus ne sera trouvé au sein des états membres en faveur de la 'budgétisation' du FED. Les états membres doivent maintenant s'accorder sur le montant total du 11^{ème} FED (la CE demande 34,3 milliards d'euros en prix courants), et sur la façon de distribuer cet effort financier entre eux. La CE propose une nouvelle clé de contribution par laquelle l'Allemagne (20,5%), la France (17,8%), le RU (14,3%) et l'Italie (12,6%) seraient les plus grands contributeurs. Ces deux questions seront certainement sujettes à de difficiles négociations. En 2012 la CE déposera une proposition des règles de mise en œuvre du 11^{ème} FED.

L'Instrument de coopération au développement

La CE propose d'accroître de 17% en prix constants le budget du DCI, rationaliser et simplifier sa mise en œuvre et accroître sa flexibilité. La CE/SEAE propose de réduire le nombre des programmes thématiques à 2 : un programme axé sur les acteurs pour la Société civile et les Autorités locales qui est largement l'extension de l'actuel programme ANE-AL et un programme sur les biens et défis publics mondiaux qui couvrira les problèmes des autres programmes thématiques actuels (environnement et changement climatique, énergie durable, développement humain, agriculture et sécurité alimentaire, et migration et asile). 37% de l'enveloppe du DCI sera alloué à ces 2 programmes thématiques (6,3 milliards d'euros pour les défis mondiaux dont 31,8% pour

l'environnement et le climat et 2 milliards d'euros pour SC-AL) et à une enveloppe panafricaine nouvellement établie valant 1 milliard d'euros qui appuierait les processus et activités panafricains du plan d'action de la stratégie UE-Afrique. Le reste du DCI, 14 milliards d'euros seront alloués à des programmes géographiques pour l'Amérique Latine, l'Asie, l'Asie Centrale, le Moyen Orient et l'Afrique du Sud sans distribution préétablie.

Prochaines étapes

Il est important de rappeler que les projets d'actes législatifs et les budgets contenus dans le paquet de décembre sont seulement des propositions et peuvent subir de sérieux changements durant le processus de codécision du Parlement européen (PE) et du Conseil. Le Comité du développement du PE mènera les négociations sur le DCI. Les propositions de décisions du Conseil pour le FED seront discutées par les états membres et adoptées par le Conseil seulement.

http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/mff/financial_framework_news_fr.htm

http://ec.europa.eu/budget/reform/index_fr.htm

Busan: L'UE annonce de nouvelles initiatives de transparence et de coordination

Plus de 2000 participants étaient présents au 4e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'était tenu du 29 novembre au 1er décembre à Busan (Corée du Sud), dans la continuité des rencontres sur le même thème organisées précédemment à Paris et à Accra. L'un des principaux objectifs de ce 4e Forum était de s'accorder sur un nouveau «Partenariat mondial pour l'efficacité de la coopération au développement» ouvert à tous - auquel sont associés les pays partenaires et leurs partenaires de développement, y compris les économies émergentes, le secteur privé et les organisations de la société civile du monde entier. Après des jours de débat, un document de 12 pages définit les principes pour un partenariat mondial. Le document, toutefois, n'impose pas de contraintes politiques bien que beaucoup de participants l'aient souhaité. Quant au futur agenda de l'après-Busan, les négociateurs ne sont pas parvenus à s'accorder sur le processus de suivi. Les principales questions à trancher sont sur la composition, le mandat et le résultat escompté du nouveau Partenariat mondial, les plans d'action et dispositifs de mise en œuvre de Busan et l'élaboration ou non de nouveaux indicateurs et objectifs pour renforcer le document final de Busan. Il semble que ceci sera discuté en juin durant la dernière réunion du groupe de travail sur l'efficacité de l'aide.

S'exprimant à Busan, M. Andris Piebalgs, Commissaire au Développement, a présenté les nouvelles propositions de l'Union européenne visant à rendre son aide plus efficace : une programmation conjointe de l'UE, laquelle suppose que les donateurs de l'UE travaillent ensemble pour acheminer l'aide et se répartissent les tâches de la manière la plus efficace possible, et une garantie de transparence de l'UE, qui signifie que les États membres de l'UE rendront publiques toutes les informations relatives aux programmes d'aide de sorte qu'elles soient facilement accessibles et puissent être plus aisément partagées et publiées. L'UE a aussi souligné la nécessité de se concentrer davantage sur la façon dont l'aide est acheminée sur le terrain et a encouragé les pays partenaires à adopter les nouveaux «pactes nationaux», accords souples permettant aux différents partenaires de développement de mieux répondre aux priorités et besoins spécifiques sur le terrain.

Le 'Programme pour le changement' de la politique de développement de l'UE: vers un plus grand impact de l'aide; une concentration des secteurs et priorité aux pays qui en ont le plus besoin. L'Union européenne va revoir les priorités de l'aide qu'elle fournit aux pays en développement afin d'en optimiser les effets sur la réduction de la pauvreté. Le 13 octobre le Commissaire européen au Développement, M. Andris Piebalgs, a présenté le «programme pour le changement» de la politique de développement de l'UE et une réforme de l'utilisation de l'appui budgétaire de l'UE. Ces communications définissent une politique plus stratégique de l'UE en vue de la réduction de la pauvreté, notamment au moyen d'une attribution plus ciblée des fonds. Les dépenses futures de l'Union européenne devraient se concentrer sur les secteurs essentiels à une croissance inclusive et durable, viser les pays qui ont le plus besoin d'une aide extérieure et les situations où une aide peut faire la différence. «Avec plus de 50 % de l'aide mondiale, l'Union européenne est déjà le premier bailleur de fonds du monde. Je veux faire en sorte qu'il soit aussi le plus efficace», a déclaré le commissaire européen au Développement, Andris Piebalgs. Et d'ajouter: «Nous devons suivre l'évolution des réalités dans le monde et adapter notre manière de lutter contre la pauvreté. C'est pourquoi je propose aujourd'hui que nous révisions nos priorités en matière d'aide afin de mettre les pays sur la voie d'une croissance durable et inclusive. Je veux faire en sorte que chaque euro parvienne à ceux qui en ont le plus besoin. La lutte contre la pauvreté dans le monde est la "police d'assurance" de l'UE pour un monde plus stable et plus prospère.»

Bonne gouvernance, agriculture et sécurité alimentaire, et énergie propre

L'aide de l'UE devrait se concentrer sur les secteurs jetant les bases d'une croissance inclusive et durable, et notamment:

- la bonne gouvernance, y compris le respect des droits de l'homme et la démocratie; l'égalité entre les hommes et les femmes, le rôle de la société civile et la lutte contre la corruption;
- la protection sociale, la santé et l'éducation;
- le développement d'un environnement favorable aux entreprises et l'approfondissement de l'intégration régionale;
- l'agriculture durable et l'énergie propre, en contribuant à édifier des garde-fous contre les chocs extérieurs et à convertir les défis de la sécurité alimentaire et du changement climatique en perspectives de croissance.

Afin de mobiliser davantage de ressources, l'UE va examiner des moyens innovants pour financer le développement, par exemple en combinant subventions et prêts.

La Commission encouragera également l'UE et ses États membres à élaborer ensemble des stratégies et des programmes (la «programmation conjointe») et à mieux répartir la charge entre eux afin d'augmenter l'efficacité de l'aide.

Une nouvelle approche contractuelle de l'appui budgétaire de l'UE

Une part importante de l'aide de l'UE est fournie sous la forme d'un appui budgétaire: transferts financiers vers les budgets des pays en développement, en combinaison avec le dialogue politique, l'évaluation des performances et le renforcement des capacités. L'approche européenne proposée par la Commission vise à renforcer l'efficacité et l'efficacité de l'appui budgétaire dans le but d'atteindre des résultats grâce au renforcement des partenariats contractuels avec les pays en développement.

- La mise en place de «contrats de bonne gouvernance et de développement» permettra de fournir un appui budgétaire général lorsque le pays partenaire peut démontrer son engagement en faveur des valeurs fondamentales. L'Union européenne mettra davantage l'accent sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit en donnant la priorité au dialogue avec les pays partenaires, en créant des incitations à la réforme et en demandant aux pays concernés de s'engager à respecter les valeurs fondamentales.
- L'amélioration de la prestation des services au niveau sectoriel passera par des «contrats de réforme sectorielle». L'appui budgétaire sectoriel demeure un outil utile même lorsque les conditions ne sont pas réunies pour la conclusion d'un contrat de bonne gouvernance et de développement.
- L'appui budgétaire sera utilisé dans les pays fragiles, au cas par cas, dans le but de veiller à ce que soient assurées les fonctions essentielles de l'État et de favoriser la transition au moyen de «contrats relatifs à la construction de l'État».

L'appui budgétaire devrait contribuer à lutter contre la corruption et la fraude, à aider les pays à renforcer leurs ressources financières propres et à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide à long terme.

Contexte et prochaines étapes

À l'automne 2010, la Commission européenne a lancé une consultation sur l'avenir de la politique de développement et sur l'instrument d'appui budgétaire. Les propositions présentées aujourd'hui sont fondées sur l'analyse des contributions reçues des partenaires dans le monde entier, des pouvoirs publics, des ONG et du secteur privé.

Elles se présentent sous la forme de deux communications:

- «Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne: un programme pour le changement»;
- «La future approche de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers».

Les principes directeurs figurant dans les douze points du «programme pour le changement» seront progressivement pris en compte dans le reste du cycle de programmation en cours et dans la programmation future de l'UE. Au printemps 2012, la Commission invitera les ministres des affaires étrangères de l'UE à approuver cette nouvelle approche de l'appui budgétaire de l'UE.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1184&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=fr>

Nouvelles des ACP

Retraite technique entre la Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement local (CADDEL) et le Département des Affaires politiques de la Commission de l'Union africaine. Le 23 Novembre 2011 s'est tenue à l'Hotel Haile Resort à HAWASSA en Ethiopie une retraite technique entre la CUA et la CADDEL en vue de mener une réflexion sur les activités conjointes à prévoir tout au long et au-delà de l'année 2012 consacrée comme année africaine des valeurs partagées. L'ordre du jour a porté sur les points suivants:

1. L'état des lieux sur la collaboration entre la CADDEL et la CUA
2. Les conclusions de la deuxième session ordinaire de la CADDEL tenue à Maputo du 8 au 10 août 2011
3. La collaboration entre la CADDEL et la CUA dans le cadre de la célébration de l'année des valeurs partagées
4. Les perspectives et recommandations pour le futur

Chaque point inscrit à l'ordre du jour a fait l'objet d'une présentation suivie de débats et de recommandations. http://au.int/en/sites/default/files/111123_Retraite_CADDEL_CUA_AWASSA_finalFr.pdf

La coopération ACP-UE doit rester forte, selon les parlementaires à l'Assemblée parlementaire paritaire (APP). L'APP qui est organisée deux fois par an a réuni les membres du Parlement européen et leurs contreparties provenant des parlementaires nationaux des pays ACP pour discuter des sujets d'actualité du développement sur la base de l'Accord de partenariat ACP-UE (Cotonou) signé en 2000. La 51^{ème} session de l'APP s'est tenue à Togo du 19-24 novembre, et concentrée sur les conséquences de la Révolution arabe en Afrique sub-saharienne, l'impact de la dette sur l'aide au développement ainsi que la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique. Les participants ont mis en garde contre les potentielles diminutions de l'aide pouvant résulter de la crise actuelle en Europe qui pourraient mettre en danger les efforts de développement accomplis jusqu'à présent. <http://www.eurostep.org/wcm/eurostep-weekly/1815-acp-eu-cooperation-to-remain-strong-parliamentarians-assert-at-jpa.html>

Bonnes pratiques / Renforcement des capacités

Développer des capacités pour stimuler un meilleur transfert des résultats de la recherche : l'expérience du programme Recherche et politique en développement de ODI. Note d'information ODI. Décembre 2011.

Au cours de la dernière décennie, les bailleurs de fonds ont de plus en plus demandé que les objectifs de développement et de réduction de la pauvreté soient communiqués par les données de la recherche. Par conséquent, il y a eu un intérêt croissant à l'égard de développement de capacités de groupes de réflexion, réseaux, décideurs politiques et donateurs pour fournir de telle preuve. En réponse, le programme Recherche et politique en développement (RAPID) de l'Institut du développement d'Outre-mer (ODI) a appuyé un développement de capacité pour faire meilleur usage de la recherche en informant les politiques et les pratiques. A ce jour, peu de matériel publié a évalué ce travail.

Cette note d'information vise à combler cette lacune et fournir une analyse du travail de RAPID à ce jour, à l'avènement du 10^{ème} anniversaire du programme en 2012. Il utilise l'expérience de l'équipe de RAPID, les revues de projets et rapports des bailleurs de fonds clés, y compris le Département pour le développement international du RU (DFID) et le Centre de recherche en développement international du Canada (CRDI). Nous nous concentrons sur le processus, plutôt que sur l'impact (au-delà des changements parmi ceux avec qui nous avons travaillé directement). Nous fournissons une brève histoire du programme RAPID, et présentons l'évolution du travail de développement de capacité de RAPID dans quatre dimensions clés :

- Les sujets ou thèmes sur lesquels RAPID a travaillé
- Les activités menées dans le cadre de développement de capacités
- La façon à laquelle l'appui a été fourni
- Comment RAPID s'est structuré pour fournir de tel appui

La partie finale tire les leçons du travail de RAPID et conclue avec une série de recommandations.

http://www.odi.org.uk/resources/details.asp?id=6195&title=research-uptake-rapid-research-policy-development&utm_source=ODI_Update&utm_medium=feed&utm_campaign=Google+Reader

Résultats de capacité. Etudes de cas sur le développement de capacités et résultats durables. Cette publication est une collection d'histoires mettant en valeur les investissements endogènes dans le développement de capacités menés, au fil du temps, pour produire des résultats durables à court, moyen et long-terme. Ces histoires expliquent comment les investissements dans les capacités de leadership, coalitions pour le changement, savoir et compétences et d'autres actifs de capacité ont mené, au fil du temps, à des institutions publiques, des communautés et organisations de la société civile plus performantes. Et comment celles-ci, en retour, ont contribué à de meilleurs services de santé et de meilleurs résultats, des politiques économiques et autres résultats de développement durable qui ont bénéficié à la population. Cette publication est le résultat de la collaboration des partenaires de LenCD, représentant plus d'une trentaine d'organisations, y compris des institutions gouvernementales, organisations bilatérales et multilatérales, des ONG et organisations de la société civile.

http://www.lencd.org/files/group/busan/document/2011/Capacity_Results_Case_stories_on_capacity_development_and_sustainable_results/Capacity-Results-web.pdf

Solutions africaines : Bonnes pratiques venant du Mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP).

Un nouveau livre publié par le South African Institute of International Affairs et écrit par Jacana Media examine les cas de réussite de la gouvernance dans nombre d'états africains. Titré 'Solutions africaines : meilleures pratiques venant du Mécanisme africain d'examen par les pairs', ce livre est le résultat de recherche dans les politiques, programmes et expériences identifiées comme 'meilleures pratiques' provenant des 12 premiers pays qui ont publié leur rapport national d'évaluation dans le cadre du MAEP. Ces pays sont l'Algérie, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Lesotho, Mali, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Afrique du Sud et Ouganda. Le MAEP a été conçu comme un instrument volontaire et, en l'absence de 'forte pression' de conformité, incitants - plutôt que des sanctions - pourrait être la façon de renforcer la gouvernance sur le continent.

<http://www.saiia.org.za/books/african-solutions-best-practices-from-the-african-peer-review-mechanism.html>

Annonces

Decentralisation, Democratisation and Development Training. The Hague Academy. The Hague. 19-30 March 2012. Local governments play a crucial role in providing basic services and fostering sustainable economic development. As government layer closest to citizens, decentralised government moreover has the potential to contribute considerably to increased accountability and democratic governance in a country. This course discusses how to design, implement and support effective decentralisation strategies in order to strengthen governance and development from the bottom up. In our courses, we aim to offer you a real local governance experience. By seeing, doing, discussing and exchanging experiences you will be actively involved throughout the course. Evaluations have shown that this way of learning has far more impact than the traditional class room training. http://www.thehagueacademy.nl/nc/training-programmes/open-courses-2012/training-decentralisation-democratisation-and-development/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29

Multi-stakeholder processes for institutional strengthening. Local governance and rural decentralisation training. Wageningen UR Centre for Development Innovation. 27 February-9 March 2012. Thinking about the

relationships between government, the private sector and civil society has changed considerably. Instead of being perceived as passive beneficiaries, rural populations are increasingly seen as citizens who have the right to participate and who demand good local governance. This has led to the understanding that local governance for rural development should be addressed as a multi-stakeholder process with interactions taking place at different levels amongst actors with different ambitions or perceptions. In this course you will learn how to deal with the complexity of governance and the engagement with multiple actors each with their own ambitions. You will gain increased understanding of your organisation's current and desired position, roles, and interests in relation to local governance for rural development. You will work with multi-stakeholder and social learning concepts and methodologies for institutional change, and you will learn to reflect on them.

http://www.cdi.wur.nl/UK/newsagenda/agenda/Local_governance_and_rural_decentralisation.htm

Lecture

Can Islands of Effectiveness Thrive in Difficult Governance Settings? The Political Economy of Local-level Collaborative Governance. Brian Levy, World Bank. October 2011. Many low-income countries contend with a governance syndrome characterized by a difficult combination of seeming openness, weak institutions, and strong inter-elite contestation for power and resources. In such countries, neither broad-based policy nor public management reforms are likely to be feasible. But are broad-based approaches necessary? Theory and evidence suggest that in such settings progress could be driven by "islands of effectiveness"—narrowly-focused initiatives that combine high-quality institutional arrangements at the micro-level, plus supportive, narrowly-targeted policy reforms. This paper explores whether and how local-level collaborative governance can provide a platform for these islands of effectiveness. The paper also reviews the underpinnings of successful collaborative governance.

http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/10/11/000158349_20111011150735/Rendered/PDF/WPS5842.pdf

Comparative Assessment of Decentralisation in Africa. Final Report and Summary Findings. US AID. October 2011. Decentralisation has advanced considerably in Africa in the last two decades. Since 1990, many African central governments have initiated or deepened processes to transfer authority, power, responsibilities, and resources to sub-national levels. To examine the results of these processes, USAID has commissioned a comparative study to draw lessons from 10 country experiences with decentralization: Botswana, Burkina Faso, Ethiopia, Ghana, Mali, Mozambique, Nigeria, South Africa, Tanzania, and Uganda. This study is a comparative report drawing upon desk studies of the countries above, plus follow-up field studies in five of the countries (Botswana, Mali, Mozambique, Nigeria, and Tanzania).

<http://trademarksa.org/news/decentralisation-africa-summary-findings>

Supporting domestic accountability in developing countries: Taking stock of the approaches and experiences of German development cooperation in Mali. Loquai, C. 2011. (Discussion Paper 115).

http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Navigation.nsf/index2?readform&http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Content.nsf/0/6DA81B49E33238D6C1257961004DE232?OpenDocument

Decentralisation. Learning Lessons from the Developing World. Capacity4Dev. 11 November 2011. Decentralisation is not always easily implemented and many developing countries have failed or are failing to introduce effective decentralised governance systems. But why? Francois Vaillancourt from the University of Montreal, Canada, considers the obstacles, conditions for success and how these might be relevant to European Commission staff. Speaking at a recent event in Brussels, Mr Vaillancourt presented the findings of his book 'Obstacles to Decentralisation: Lessons from the Developing World' written with Jorge Martinez-Vazquez. Key to Mr Vaillancourt's approach is that decentralisation is a tool for better service delivery and not an end in itself. "Decentralisation should never be a goal, as such. Decentralisation is a tool for better public policy," said Mr Vaillancourt. "Decentralisation usually makes it easier for people to get the level of services and the type of services they want in the region they live in than when it's provided at a central level simply because the central level is physically, and in a sense intellectually, further away."

<http://capacity4dev.ec.europa.eu/article/decentralisation-learning-lessons-developing-world>

Busan and Beyond. Localising Paris Principles for More Effective Support to Decentralisation and Local Governance Reforms. Development Partners Working Group on Decentralisation & Local Governance (DeLoG). November 2011. <https://community.oecd.org/docs/DOC-34911>

Building an African Infrastructure, Paul Collier, Key political decisions are needed to build critical rail networks for a continent well suited to them. The coming decade could be Africa's opportunity for investment. Globally, there is a massive pool of investable private resources. Prospects in the advanced economies look bleak, and in the major emerging economies—the so-called BRICs: Brazil, Russia, India, and China—the future is looking more uncertain. Although Africa is not immune to global risks, its continued growth is likely to rest on the potential for further resource discoveries and for commercial cultivation of its vast, underused agricultural land. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2011/12/collier.htm>

The hopeful continent: Africa rising. After decades of slow growth, Africa has a real chance to follow in the footsteps of Asia. The shops are stacked six feet high with goods, the streets outside are jammed with customers and salespeople are sweating profusely under the onslaught. But this is not a high street during the Christmas-shopping season in the rich world. It is the Onitsha market in southern Nigeria, every day of the year. Many call it the world's biggest. Up to 3m people go there daily to buy rice and soap, computers and

construction equipment. It is a hub for traders from the Gulf of Guinea, a region blighted by corruption, piracy, poverty and disease but also home to millions of highly motivated entrepreneurs and increasingly prosperous consumers. <http://www.economist.com/node/21541015?frsc=dg|a>

The Least Developed Countries Report 2011. The Potential Role of South-South Cooperation. The least developed countries (LDCs) are a group of countries that have been classified by the United Nations as least developed in terms of their low gross domestic product (GDP) per capita, weak human assets and high degree of economic vulnerability. The Report examines how South-South cooperation could support development LDCs against this background. It shows that there are intensifying economic relationships between the LDCs and other developing countries and that these helped to buffer LDCs from the downturn in advanced economies. A major new trend in the pattern of integration over the last decade or so has been the deepening and intensification of economic and political ties with more dynamic, large developing countries, acting as growth poles for the LDCs. While intensifying South-South relations presents major new opportunities for LDCs in terms of markets, foreign direct investment, remittances and official financing, they also bring many challenges, ranging from extreme competition to de-industrialization. Therefore, the long-term impact of South-South economic relations on the LDCs still remains a puzzle.

The Report explores how the potential of South-South cooperation can be turned into a reality that promotes the development of productive capacities, structural transformation and decent employment in the LDCs. It argues that the benefits of South-South cooperation will be greatest in the LDCs when a dynamic two-way relationship is established in which policies carried out by catalytic developmental States in the LDCs and South-South cooperation reinforce each other in a continual process of change and development. In such a dynamic relationship, the catalytic developmental State in the LDCs enhances and shapes the benefits of South-South cooperation, and South-South cooperation supports both the building of the catalytic developmental State in the LDCs and the successful achievement of its objectives.

<http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intItemID=6164&lang=1>

Developing a strategy for knowledge translation and brokering in public policymaking. The challenge for policymakers is to ensure that the decision-making process effectively meshes different types of knowledge such as scientific knowledge, knowledge of the local context and wider knowledge of what has worked in the past; and to do this whilst involving different types of organisation such as line ministries, research providers, non-governmental organisations, advocacy groups, local delivery bodies and citizens. Supporting this complex decision-making process often requires people and organisations able to facilitate the links between these different groups; working as neutral intermediaries to translate and 'broker' different types of knowledge. Because policy processes are complex, there is no single role for knowledge brokers. Instead, they perform different functions at different times and for different issues. Understanding this helps managers develop a strategy for investing in these intermediary/brokering functions; deciding how to do so cost-effectively, what exactly it would entail, what would need to be in place, and what sort of return they might expect.

<http://zunia.org/post/developing-a-strategy-for-knowledge-translation-and-brokering-in-public-policymaking/>

What leads to peaceful societies. Structures of Peace Report. Institute for Economics and Peace. Structures of Peace is a new conceptual framework for understanding and describing the factors that create a peaceful society. Derived from an empirical and statistical analysis of the Global Peace Index. Over 300 country data sets were used to define the key economic, political and cultural determinants that foster the creation of a more peaceful society. The Structures of Peace, derived from the analysis presented in the report, consist of the following elements:

- Well-functioning government
- Sound business environment
- Equitable distribution of resources
- Acceptance of the rights of others
- Good relations with neighbours
- Free flow of information
- High levels of education
- Low levels of corruption

These eight factors were found to be associated with peaceful environments and can be seen as both interdependent and positively reinforcing of each other. This means the relative strength of any one 'structure' has the potential to either positively or negatively influence peace.

<http://www.visionofhumanity.org/info-center/structures-of-peace-2/>

Pour toute demande d'information/commentaire/contribution au Newsletter, veuillez contacter :

ACPLGP - Avenue Eugène Plasky, 8/12 - 1030 Bruxelles, Belgique

Tél : +32.(0)2.732.85.62 - Fax : +32.(0)2.742.36.73

Email : platform@acplgp.net - Site web : www.acplgp.net



Avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Plateforme ACPLGP et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

